

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article1836>

Le journal du Pays Basque : En Guadeloupe Â« La revendication, câEuros™est tout le temps, tout le temps, tout le tempsÂ »

- ActualitÃ© -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 3 juillet 2012

Mis Ã jour le : mardi 3 juillet 2012

UGTG.org

[\[PNG\]](#)

Une grÃve de 40 jours a secouÃ© la Guadeloupe en janvier 2009. Un Ã©vÃ©nement violent et mÃ©diatisÃ© contre la âEurosœvie chÃreâEuros qui a fait connaÃtre les revendications dans lâEuros"archipel. Sur place, trois ans plus tard, les mobilisations continuent ; le conflit perdure.

Entretien avec Patrice Guillaume et Nesto Favel, tous deux membres de la direction du syndicat indÃ©pendantiste Union gÃ©nÃ©rale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), invitÃ©s par le syndicat LAB au Pays Basque. Le premier est reprÃ©sentant des secteurs nettoyage et sÃ©curitÃ©, le second responsable des domaines sports et loisirs. Ce soir, Ã 19 heures, au Trinquet moderne de Bayonne, ils animeront une confÃ©rence.

En janvier 2009, les manifestations contre la âEurosœvie chÃreâEuros impulsÃ©es par le LKP (collectif dâEuros"organisations syndicales, associatives, politiques et culturelles) ont mobilisÃ© des milliers de GuadeloupÃ©ens dans la rue pendant 44 jours. Une mobilisation exceptionnelle menant, le 4 mars 2009, Ã la signature dâEuros"accords avec le gouvernement franÃ§ais. AujourdâEuros"hui, quelle est la situation dans lâEuros"archipel ?

Nous pouvons dire clairement que les politiques et le gouvernement nâEuros"ont pas respectÃ© leurs engagements.

Augmentation des salaires, baisse du prix des carburants, accÃs Ã lâEuros"Ã©ducation, Ã la formation pour les jeunes, etc. : nous avons signÃ© des accords et jusquâEuros"Ã maintenant, rien nâEuros"a changÃ©.

Sur la transparence des prix, par exemple, ils ne respectent pas leurs engagements : nous avons mÃªme vu une double augmentation du prix de certains produits depuis le mouvement.

Il y a mÃªme des tentatives pour revenir sur certains acquis de la grÃve.

Dans quels cas ?

Nous avons signÃ©, dans le cadre du mouvement social, lâEuros"accord Bino (en rÃ©fÃ©rence Ã Jacques Bino, syndicaliste de la CGTG dÃ©cÃ©dÃ© au cours de la grÃve), le 26 fÃ©vrier 2009, qui prÃ©voit lâEuros"augmentation de 200 euros des salaires au niveau du Smic pour que ce dernier atteigne les 1 500 euros brut.

LâEuros"Etat colonial franÃ§ais, associÃ© au Medef qui nâEuros"est pas signataire de cet accord, ont, depuis, pris un arrÃªtÃ© dâEuros"extension pour Ã©tendre lâEuros"accord, mais lâEuros"ont modifiÃ©.

[\[JPEG\]](#)

Cette prime a dâEuros"abord Ã©tÃ© rÃ©partie entre le Conseil gÃ©nÃ©ral et le Conseil rÃ©gional, lâEuros"Etat et le patronat. Progressivement, les partenaires publics se sont retirÃ©s et, dans de nombreux endroits, les patrons ont refusÃ© de verser seuls les 200 euros.

Le but de lâEuros"Etat et du patronat est de faire disparaÃtre lâEuros"augmentation du Smic pour ne pas que les

travailleurs d'autres pays déclament, légitimement, un Smic à 1 500 euros. Mais en Guadeloupe, le Smic sera à 1 500 euros, qu'ils le veulent ou non.

Quelles sont les autres revendications ?

Nous disons souvent en Guadeloupe que la revendication n'a pas de fin, c'est tout le temps, tout le temps, tout le temps.

La liste des revendications rédigée par le LKP reste intacte. Elle a été signée, tout doit être appliqué. Cela englobe un programme global, notamment concernant l'avenir de la jeunesse. Nous avons besoin d'un plan de formation pour les jeunes.

En Guadeloupe, 60 % des jeunes de 16 à 25 ans sont au chômage. Et dans ces 60 %, plus de 45 % n'ont pas de diplôme. Il faut trouver une alternative de formation pour ces jeunes, pour qu'ils soient insérés via la formation au monde du travail.

Les revendications comportent-elles aussi un volet plus politique ?

Le mouvement social guadeloupéen n'est pas au singulier. De par la revendication des travailleurs rejaillissent forcément des revendications politiques.

L'objectif pour notre syndicat est de construire une autre Guadeloupe, de nouveaux rapports avec la France et d'autres pays. L'UGTG est un syndicat indépendantiste. Notre territoire est particulier. Nous sommes à 8 000 km de la France. Nous avons des façons de voir les choses, de fonctionner qui nous sont propres.

La mobilisation est-elle encore forte aujourd'hui ?

Le mouvement social en Guadeloupe ne s'est jamais éteint et ne s'éteindra jamais. Avec les grèves de 2009, nous avons fait un grand pas en avant au niveau de l'éveil de la conscience du peuple et des travailleurs.

Nous avons entamé une véritable grève sociale. Cela se traduit par le blocage des entreprises, des assemblées générales, des listes de revendications et des piquets de grèves. Nous maintenons en permanence la pression sur l'Etat et les patrons. Que cela soit dans le domaine public ou dans le privé.

C'est depuis le début de nouvelles mobilisations, le 10 mai dernier, que nous avons fait le choix d'adopter cette stratégie. Tout le monde s'attendait à ce que l'on manifeste dans les rues. Nous avons marché pendant 44 jours en 2009, maintenant on ne marche plus.

Que vous inspire le changement de majorité à Paris ?

Nous attendons rien du nouveau gouvernement. Que cela soit la droite ou la gauche, ils suivent tous la ligne directrice de l'Europe, même si cela se fait de manière différente. Nous nous basons sur notre force et sur la lutte des travailleurs.

